

Nouvelles locales du mercredi 1er avril 2015

@rib News, 01/04/2015 ĩ Politique - Il y aurait un plan du prĀsident de la RĀpublique pour destituer le prĀsident de lĀssemblĀe nationale du Burundi. A cet effet, 39 dĀputĀs du parti CNDD-FDD auraient dĀjĀ signĀ une pĀtition demandant le limogeage de Pie Ntavyohanyuma (photo) Ā la tĀte de la Chambre basse du Parlement. Selon certaines informations, il serait remplacĀ par BĀnigne Rurahinda qui est lĀmĀcouse du GĀnĀral Adolphe Nshimirimana, lĀmĀ patron du Service national des renseignements. Ces mĀmes informations ajoutent que ce limogeage serait dĀ au fait que Pie Ntavyohanyuma ne soutient pas le 3Āme mandat de Nkurunziza. Pour opĀrer cette destitution, il faut quĀm1/4 des dĀputĀs, soit 26 dĀputĀs, le demandent et que la dĀcision soit prise par les 2/3 des dĀputĀs, donc 71 dĀputĀ [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

- Le dĀputĀ Jean Minani affirme que depuis quelques jours les travaux de lĀassemblĀe nationale ne se tiennent pas comme dĀhabitude Ā cause des dĀputĀs du CNDD-FDD qui ne se prĀsentent pas. Le prĀsident du parti Frodebu N voit que cela est liĀ au fait que certains ne soutiennent pas le 3Āme mandant de Nkurunziza. Selon ses propos, certains hauts cadres du parti CNDD-FDD dont Pie Ntavyohanyuma, Gervais Rufyikiri et lĀmĀ Ombudsman sont allĀs voir le prĀsident de la RĀpublique pour lui dire de ne pas briguer ce mandat controversĀ. CĀest pourquoi le prĀsident veut obtenir la destitution de Pie Ntavyohanyuma et aprĀs celle de Gervais Rufyikiri de la 2Āme vice-prĀsidence via une AssemblĀe nationale entiĀrement acquise Ā sa cause. Jean Minani demande ainsi que les intĀrĀts de certains individus soient mis Ā lĀmĀcart dans le but de prĀserver les institutions de la RĀpublique. [rpa/bonesha] - LĀancien prĀsident CNDD-FDD trouve que le message adressĀ au prĀsident de la RĀpublique de ne pas briguer un 3Āme mandat est clair et concis. Selon le dĀputĀ JĀrĀmie Ngendakumana, les personalitĀs et institutions tant nationales quĀmĀtrangĀ comme Ban Ki-Moon, le Conseil de sĀcuritĀ des Nations unies, lĀmĀ Union africaine, le Parlement belge, la ConfĀrence Āpiscopale du Burundi, le PrĀsident tanzanien et autres ont donnĀ un message clair en faisant particuliĀrement rĀfĀrence Ā lĀmĀ Accord dĀmĀrusha. Ce dĀputĀ du Burundi dans lĀmĀ AssemblĀe de lĀmĀ East African Community Nkurunziza devrait se plier Ā ces conseils combien pertinents car les accords dĀmĀrusha sont clairs et personne ne peut aller au-delĀ de deux mandats. Il conseille en outre au prĀsident du parti CNDD-FDD de ne pas aller brusquement en prenant des dĀcisions dĀmĀexclusion du parti des membres qui se montrent hostiles Ā ce mandat. Selon lui, ces dĀcisions sont contre les statuts du parti. Il estime ainsi que Pascal Nyabenda devrait Ācouter toutes les parties afin de dĀgager une solution Āquitable et acceptĀe par tous. Il sĀmĀinsurge Āgalement contre les intimidations contre ceux qui ont signĀ une pĀtition estimant que cĀest un pas en arriĀre en matiĀre de la dĀmocratie. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Le directeur gĀnĀral de la SOCABU vient dĀmĀtre limogĀ de ses fonctions Ā dater de ce 30 mars de cette annĀe. Selon une correspondance adressĀe par le ministre des finances et de la planification, il est informĀ Ā OnĀsime Nduwimana que ses fonctions au sein de cette institution ont pris fin le 30 mars et que le gouvernement Ā dĀcidĀ de lui confier dĀmĀautres missions sans toutefois les nommer. Tabu Abdallah Manirakiza lui demande ainsi dĀmĀapprocher le ministĀre des finances pour prendre connaissance de ses nouvelles fonctions. Cet ancien porte-parole du parti prĀsidentiel a ĀtĀ remplacĀ par Trinitas Girukwishaka qui Ātait jusquĀmĀ prĀsent prĀsidente du conseil dĀmĀadministration de la Banque de Gestion et de Financement (BGF) et vice-prĀsidente du conseil dĀmĀadministration de lĀmĀ Office Burundais des Recettes (OBR) depuis sa crĀation. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Les organisations de la sociĀtĀ civile engagĀes dans la lutte contre le 3Āme mandat de Pierre Nkurunziza Ā la tĀte de lĀmĀ Etat estiment que le langage dĀjĀ utilisĀ jusquĀmĀici pour essayer de pe ce dernier Ā ne pas se prĀsenter Ā la prĀsidentielle de juin prochain nĀest pas peut-Ātre comprĀhensible Ā son Ā. Ainsi, elles ont dĀcidĀ de lui montrer un carton rouge tel un joueur de football pour dire quĀmĀil est disqualifiĀ dans le ma en question. Selon Vital Nshimirimana, il sĀmĀagit dĀmĀune maniĀre quĀmĀil pourra peut-Ātre comprendre rapidement p footballer pour ainsi lui dire quĀmĀil nĀest pas Āligible Ā la prĀsidentielle de cette annĀe selon la loi. DĀmĀun autre demandent que ce jeudi Ā 12h20 minutes, toute personne qui est contre ce 3Āme mandat fasse un bruit soit de klaxon, de cloches ou toute autre chose qui fait de bruit comme par exemple les casseroles, les assiettes ou autres dans le but de dire non Ā ce mandat illĀgal. Il sĀmĀtonne Āgalement du fait que certaines personnes se sont donnĀes le devoir de lĀmĀimage de ceux qui sont contre ce 3Āme mandat et que paradoxalement, ce sont ces mĀmes personnes qui sont placĀes dans de hautes fonctions du pays. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - La Coalition de la SociĀtĀ Civile pour le Monitoring Electoral (COSOME) trouve que chaque personne a le droit de dire ce quĀmĀil pense dĀmĀun quelconque sujet da le pays. Selon la prĀsidente de cette coalition, personne nĀmĀa le droit dĀmĀintimider les autres sur les dĀclarations Ā fa que cela est contre les principes dĀmocratiques. Justine Nkurunziza se base sur les dĀclarations du premier vice-prĀsident du parti CNDD-FDD en province Muyinga qui a comparĀ ceux qui sont contre le 3Āme mandat de Nkurunziza Ā ceux qui ont tuĀ Rwagasore et Ndadaye. Elle voit aussi que le message des anciens combattants est plein de menaces Ā lĀmĀendroit des mĀmes personnes. Ainsi, elle trouve que la sĀcuritĀ des manifestants ne devrait pas Ātre un affaire des anciens combattants mais de la police qualifiĀe en cette matiĀre. Elle demande que ces intimidations cessent afin de privilĀgier lĀmĀavancement de la dĀmocratie dans le pays. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] ĩ SĀcuritĀ - Le ministre de la DĀfense et des Anciens combattants a animĀ une confĀrence de presse ce mercredi pour montrer la position de lĀmĀarmĀe dans une Āventuelle descente dans les rues pour dĀnoncer la candidature de Nkurunziza Ā lĀmĀ prĀsidentielle prochaine. Selon le gĀnĀral major Pontien Gacyubwenge, si la police qui est chargĀe de la sĀcuritĀ intĀrieure peut Ātre dĀpassĀe, lĀmĀarmĀe ne va pas hĀsiter Ā intervenir pour empĀcher des manifestations contre candidature. Lors dĀmĀune causerie morale avec les commandants des rĀgions militaires et chefs des districts, il a annoncĀ que, dans le but de protĀger le pays et ses ressortissants, ces responsables militaires ont le droit et surtout le devoir de dĀsarmer les personnes civiles qui possĀderaient tout effet militaire en ce moment oĀ des informations faisant Ātat de distribution dĀmĀarmes Ā certaines catĀgories de personnes circulent. Il a aussi annoncĀ que les militaire se sont rendus coupables dĀmĀexactions lors des combats de Cibitoke au mois de dĀcembre dernier vont Ātre punis conformĀment Ā la loi. Ajoutons que lors de cette causerie, les journalistes nĀont pas ĀtĀ permis de poser des questions.

et ont même été priés de vider les lieux avant la fin de cette dernière. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Les anciens combattants ont sorti un communiqué l'après-midi de ce mardi pour mettre en garde tous ceux qui projettent de manifester contre la candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle prochaine. Selon ce communiqué, il est demandé à tout ancien combattant de se souvenir de la période passée dans le maquis et de ne pas écouter certains politiciens et certaines associations de la société civile qui veulent perturber la paix. Il rappelle qu'au moment des combats, ces politiciens et ces membres de la société civile étaient à l'étranger à l'abri des balles et par conséquent ne savent pas le prix de la paix que le Burundi connaît actuellement. Ainsi, poursuit le même communiqué, pas de tolérance pour ces derniers si ils décident de descendre dans les rues à cet effet. Il termine en disant que les anciens combattants n'ont pas mandaté personne pour élire le président de la République en 2005 et que par conséquent n'ont élu qu'en 2010 seulement. [rpa/bonesha/isanganiro]